

Le mécontentement des maires

Plusieurs maires du Grand Couronné s'indignent face à la fermeture de leur trésorerie. Ils n'ont été ni consultés ni prévenus.

Le plan de réforme des Finances publiques fait grincer des dents.

Celui-ci prévoit notamment la fermeture de trésoreries de proximité et de certains services des impôts, et la répartition dans d'autres structures des fonctions qui y sont rattachées.

Ce vendredi, à l'initiative d'Eric Pensalfini, maire de Saint-Max et conseiller départemental du Canton de Saint-Max ; Alain Liesenfelt, maire de Dommartemont ; Michel Breuille, maire d'Essey-lès-Nancy ; Bertrand

Kling, maire de Malzéville ; Marc Ogiez, maire de Pulnoy ; Henri Chanut, maire de Seichamps ; Gérard Girsch, maire de Saulxures-lès-Nancy et Jean-Pierre Desein, maire d'Art-sur-Meurthe, conseiller départemental du Grand Couronné se sont réunis afin de manifester leur mécontentement face à la fermeture de leur trésorerie.

Fermeture annoncée en 2023

Michel Breuille explique : « Il y a 15 jours, c'est par l'intermédiaire d'un journaliste que j'ai appris la nouvelle, alors que cette fermeture devait intervenir en 2023. » Eric Pensalfini ajoute : « Moi, c'est sur France Bleu que j'ai entendu l'information. A l'heure ou le Prési-

dent Macron annonce qu'il faut renforcer les liens entre les préfectures et les mairies, cette annonce est tout à fait à contre-courant ! »

Selon Alain Liesenfelt : « La trésorerie est un lien de proximité, une opportunité qui permet de vérifier les comptes des communes. Une grande perte pour nous, car c'est un appui fort ! » « Cette décision concerne aussi bien les villes de la Métropole que les communes du Grand Couronné, qui ont déjà réagi » ajoute Jean-Pierre Desein.

Selon Marc Ogiez : « Sur la forme et sur le fond, tout cela est problématique ! Il y aurait dû y avoir discussion et propositions ! On dit qu'il faut maintenir les services de proximité ! Cette décision va à l'encontre de ça. »



Eric Pensalfini (Saint-Max), Alain Liesenfelt (Dommartemont), Bertrand Kling (Maxéville), Michel Breuille (Essey-lès-Nancy), Marc Ogiez (Pulnoy), Henri Chanut (Seichamps), Bernard Girsch (Saulxures) et Jean-Pierre Desein (Art-sur-Meurthe). Photo ER

Et Henri Chanut d'ajouter : « D'autant qu'officiellement, nous n'avons toujours reçu aucun courrier ! ». Pour Bertrand Kling : « On parle de lutter contre la désertification des services, cause dans laquelle l'état est engagé, mais encore une fois cette décision renforce le senti-

ment d'abandon que ressentent bon nombre de citoyens. »

Eric Pensalfini précise « cette perte est dommageable pour les communes, c'était un gage de double vérification des comptes et la perte d'un service public pour les habitants. »